



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
MALAQUIN pour son centre de tri et déchetterie situés
à SAINT-AMAND-LES-EAUX.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 avril 2000 autorisant la Société MALAQUIN à exploiter un centre de tri, ZAC du Moulin Blanc à SAINT-AMAND-LES-EAUX (59230) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 autorisant la Société MALAQUIN à procéder à l'extension des activités de son centre de tri et regroupement de déchets industriels banals et ménagers à SAINT-AMAND-LES-EAUX (59 230) ZAC du Moulin Blanc - 741 rue du Champ des Oiseaux ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 22 mars 2016 sur le site précité ;

Vu le rapport du 1er avril 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant le 20 avril 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 mars 2016, l'inspection de l'environnement des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté notamment que les articles 1.1, 18.2.1, 18.3. 19.1, 19.3 et 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 6 avril 2000 ne sont pas respectés ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à engendrer des dangers ou inconvénients pour les intérêts présentés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire aux obligations réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société MALAQUIN dont le siège social est situé ZAC du Moulin Blanc, 741 rue du Champ des Oiseaux à SAINT AMAND LES EAUX (59230) est mise en demeure de respecter pour son établissement constitué de la déchetterie et du centre de tri de SAINT AMAND LES EAUX situé ZAC du Moulin Blanc les dispositions des articles suivants de son arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 6 avril 2000 :

- sous un délai maximal de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté :
 - 18.2.1 (apport des déchets ménagers)
 - 18.3 (connaissance des produits –étiquetage)
 - 19.3 (interdiction des feux)
- sous un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - 19.1 (localisation des risques)
 - 21.3 (évacuation des encombrants, matériaux et produits)
- sous un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - 1.1 (activités autorisées) ou de régulariser son activité.

Article 2 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Député-Maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du député-maire.

Fait à Lille, le 24 MAI 2016

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ



